

# La convergence passe du papier à la réalité

**AUDIOVISUEL** ▶ Prenez la TSR et la RSR, mettez-les ensemble dans un sac, secouez... et voici que ressort la RTS, un nom de mariage qui fait des vagues.

MAGALIE GOUMAZ

Preuve que la convergence est en marche, en début de semaine, vous posiez une question au secrétariat du directeur de la RSR à Lausanne et c'est une porte-parole de la TSR à Genève qui rappelait une heure plus tard! Blague à part, la convergence, la vraie, sera une autre paire de manches. Présenté hier à Lausanne après avoir été accepté mardi par le conseil d'administration de la SSR, le projet de réunir dans une seule unité la télévision et la radio de service public soulève encore de nombreuses questions. Passage en revue de tout ce qui reste à faire, par ordre chronologique, pour y voir plus clair.

## RTS, retenez ce nom

TSR1, TSR2, RSR La Première, RSR Espace2, Couleur 3, RSR Option Musique. Les noms des chaînes actuelles ne seront pas rebaptisés. Par contre, l'entreprise qui gèrera toutes leurs activités s'appellera Radio Télévision Suisse (RTS). Le logo sera présenté courant 2010.

## La guerre des chefs

Sans surprise, Gilles Marchand, actuel directeur de la TSR, est nommé à la tête de cette nouvelle Radio Télévision Suisse. Directeur actuel de la RSR, Gérard Tschopp rejoint pour sa part la direction de la SSR et devient l'adjoint d'Armin Walpen. C'est ensuite que ça se corse car il va falloir rapidement nommer les chefs de départements pour qu'ils puissent entrer en fonction dès janvier. Il y aura bel et bien un seul chef de l'information, ce que craignaient plusieurs politiciens ces derniers jours, au nom de la diversité des opinions. Par contre, RSR et TSR conservent chacune son rédacteur en chef. Il n'y aura aussi plus qu'un seul chef suprême des programmes (aussi épaulé par un responsable de chaque média), des ressources humaines, des finances, etc. Au-



Dès 2010, la nouvelle entité sera dirigée par Gilles Marchand, directeur de la TSR et chef du projet de convergence des médias en Suisse romande. KEYSTONE

tant de personnes qui formeront le comité de direction composé de neuf membres.

## Entre Lausanne et Genève

Les deux sites principaux, celui de la RSR à Lausanne et de la TSR à Genève, demeurent. Mais, dès l'an prochain, les activités seront peu à peu regroupées par domaine et non plus par média comme c'est le cas aujourd'hui. Des économies (trente emplois biffés, notamment) seront réalisées dans les secteurs logistiques, ce qui devrait permettre de réallouer des gains (environ 6 millions) aux programmes. On ne sait pas encore qui ira où, mais les regroupements auront lieu entre 2010 et 2011. Le comité de direction prendra ces décisions début 2010. Ce qui est certain: la direction ne sera pas regroupée sur un seul site.

## Tout ça pour quoi?

Au terme de ce premier branle-bas de combat, c'est

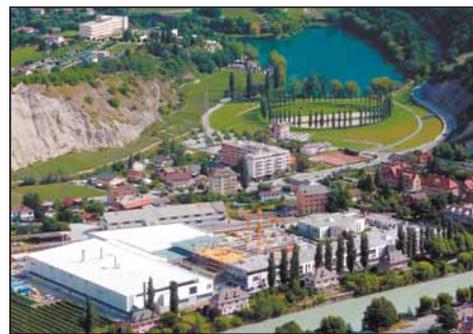
le contenu des différentes chaînes qui pourra être progressivement réalisé en commun d'ici à 2014. Gilles Marchand cite trois cas de figure: la coexistence est effective mais sans coopération entre les équipes de la TSR et de la RSR; la coopération se fait en amont par de simples partages d'informations ou d'expériences; les équipes parviennent à produire un programme commun pour la radio, la TV et le multimédia, à l'image de ce qui se fait dans le cadre d'«Histoire Vivante».

Gilles Marchand cite également comme exemple la couverture d'élections ou de votations, des festivals d'été ou d'événements ponctuels. Toujours est-il que chaque employé restera affilié à son média. Darius Rochebin ne devrait donc pas faire de la radio au côté du matin Simon Matthey-Doret. Par contre, ceux qui le souhaitent pourront suivre une formation audiovisuelle complète.

## MÉFIANCE POLITIQUE

«La TSR a déjà abandonné les régions. Donc pour un canton comme Fribourg, je n'ai pas l'impression que cette convergence va modifier quoi que ce soit». Président du Gouvernement fribourgeois, Claude Lässer n'en critique pas moins un projet qui, pour lui, va dans le mauvais sens car «il amplifie le phénomène de la pensée unique» alors que la Suisse a besoin d'une «presse multiple pour refléter une démocratie complexe», dit-il.

Hier, le Gouvernement vaudois a officiellement réagi en exprimant ses «réserves» sur le projet présenté. Pour le conseiller d'Etat Pascal Broulis, c'est comme en cuisine. «Prenez deux cuisiniers. L'un est forcément meilleur que l'autre et s'ils doivent concocter un menu ensemble, le résultat ne peut être que moyen, impersonnel!» Et le chef du Gouvernement vaudois de déplorer cette mise en commun de deux univers distincts qui avaient leurs spécificités, leur culture d'entreprise et acquis tout un savoir-faire. MAG



Le site du TechnoArk et de Novelis à Sierre. LDD

## CONJONCTURE

# Le Valais empoigne la relance cantonale

PASCAL CLAIVAZ

En Valais également, une série de mesures ont été prises pour lutter contre la crise (voir l'encadré). Une partie concerne plus particulièrement les PME. À travers ses centres technologiques «The Ark», l'Etat encourage quatre trains de mesures pour lutter contre la crise: augmenter les ventes, diversifier l'offre, optimiser les performances et réagir face aux changements.

## Trente start-up

Le TechnoArk est situé à Sierre. Il a présenté ses différentes aides aux PME. La soirée fut précédée d'une orientation du chef du Département de l'économie, de l'énergie et du territoire Jean-Michel Cina, appuyé du directeur de Business Valais François Sepey. Les autres conférenciers furent Eric Bianco, directeur de CCF SA et spécialiste du cautionnement, Joël Fournier, du Service valaisan de l'énergie et des forces hydrauliques et Paul-André Vogel, responsable du service Innovation de The Ark. «80% des innovations sont une recombinaison de savoir», assurait ce dernier. De son côté, le TechnoArk soutient une trentaine de start-up (entreprises naissantes) par année. «Bien plus se présentent au portillon», précisait Paul-André Vogel.

Selon Eric Bianco, le CCF dispose de 2 millions de francs en 2009 pour les cofinancements de projets internes dans le domaine de la recherche et du développement dans le but d'améliorer la compétitivité. Les montants attribués sont compris entre 50 000 et 300 000 francs et ne dépassent pas les 15% de la masse salariale. En principe, ils soutiennent des entreprises qui exportent à l'extérieur du canton, caractéristique d'une entreprise innovante. Il s'agit de prêts sans intérêts, susceptibles d'être abandonnés a posteriori. «En fonction de la conformité du rapport avec les éléments de la demande initiale, le CCF SA abandonne tout ou partie de sa créance résultant de l'aide accordée», précisait encore Eric Bianco.

## Fonds de soutien

Celui-ci dispose d'un deuxième atout, appelé fonds de soutien et doté de 100 000 à 300 000 francs. Il sert à surmonter la crise des liquidités. Cela peut se faire sous forme de prises de participations ou de prêts. Enfin, Joël Fournier expliquait que le Service de l'énergie et des forces hydrauliques engageait une quinzaine de millions de francs, entre 2009 et 2010. Ils sont surtout investis dans le programme Minergie Valais. 2 millions de francs de soutiens sont prévus pour les entreprises, dans le secteur des économies d'énergie. «Un facteur croissant de la compétitivité», précisait Joël Fournier «grâce aux transferts de chaleur; à la production de froid, aux améliorations des motorisations, des brûleurs, de l'étanchéité.» Ces 2 millions se répartissent sur la base de prêts sans intérêts de 200 000 francs maximum, jusqu'à un maximum de 50% des frais pris en compte. Les projets seront compris entre 50 000 francs et 2 millions de francs. Ils seront remboursables tous les six mois, dans des temps de retours inférieurs à 6 ans.

## 50 MILLIONS EN TOUT

«Nous nous trouvons au milieu du gué», expliquait le chef de l'Economie Jean-Michel Cina. «La crise va se prolonger en 2010.» Sur les 50 millions votés par le Grand Conseil en juin passé, 30 millions seront utilisés en 2009. Un bon tiers de ces 30 millions a été consacré à la rénovation de bâtiments. Un quart a servi aux mesures d'amélioration énergétiques. 20% sont allés aux différentes mesures de soutien aux PME, soit par des cautionnements, soit par des injections de capitaux, soit par des soutiens aux jeunes entreprises (start-up). Selon les prévisions de Jean-Michel Cina, 2010 nous réservera 5% de chômage, une consommation privée un peu baissière, un secteur de la construction également baissier et un des prix à la consommation stables. L'avenir reste donc incertain.

## MÉDIA

# Edipresse vend sa participation dans Le Nouvelliste

Le groupe Edipresse était propriétaire depuis une vingtaine d'années de 37,46% du capital du groupe Rhône-Média et de 19,4% de la S.A. «Les Editions Le Nouvelliste». Cette participation a été cédée hier, à Lausanne, à M. Jacques Lathion, président du conseil d'administration d'Editions Le Nouvelliste S.A. et administrateur du groupe Rhône-Média. Ainsi, avec plus de 75% du capital de notre groupe, M. Jacques Lathion devient notre actionnaire majoritaire. c

## FINANCEMENT HOSPITALIER

# Zurich veut régler les derniers détails avec les assureurs

Le canton de Zurich et quatre grands assureurs maladie ont lancé un projet afin de préciser les modalités d'entrée en vigueur du nouveau financement hospitalier en 2012. Le but est d'éviter de longs conflits devant les tribunaux. Dès 2012, les hôpitaux recevront un forfait par patient traité. Ce montant sera payé par les cantons et les assureurs, selon une clé de répartition fixe. ATS

PUBLICITÉ

Depuis plus de deux siècles, nous perpétuons le savoir-faire, l'excellence et la rigueur du Banquier privé. Pour vous exclusivement.

Une histoire de tradition qui dure depuis 1780.

LANDOLT & CIE

LAUSANNE · GENEVE · SION · MARTIGNY · CRANS-MONTANA · VERBIER · LANDOLTETCIE.CH